



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Mai 2024

Sommaire

Focus – situation géopolitique	3
Développement de l'hydrogène : approbation du projet Hy2Move	3
Le défi de la sortie du gaz russe	3
Vers un « bouclier Est » en Pologne.....	4
Autres faits saillants	5
POLOGNE	5
HONGRIE.....	7
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	10
SLOVAQUIE.....	13
LITUANIE	16
LETTONIE	17
ESTONIE	18
Agenda	19

Tchéquie

Sortie du lignite

Severní energetická suspend définitivement l'extraction de lignite dans la mine à ciel ouvert ČSA.

Slovaquie

Nature

Le parlement simplifie les abattages d'ours bruns, et d'arbres.

Focus – situation géopolitique

Développement de l'hydrogène : approbation du projet Hy2Move

Le 28 mai, la Commission européenne a annoncé l'approbation de la 4^{ème} phase du projet important d'intérêt européen commun (PIIEC) soutenant la recherche, l'innovation et le déploiement industriel dans la chaîne de valeur de l'hydrogène. Ce PIIEC « Hy2Move » a été préparé et notifié conjointement par 7 États membres (France, Slovaquie, Estonie, Allemagne, Italie, Pays-Bas et Espagne) et autorise des aides publiques de 1,4 Md € notamment pour le développement de nouvelles technologies dans les transports. Il a pour but d'encourager la coopération entre les entreprises européennes et de soutenir l'innovation liée à l'hydrogène tout au long de la chaîne de valeur de la mobilité. Des géants industriels comme Airbus, BMW ou Michelin participent à ce projet.

Côté slovaque, la société Tomark devrait participer à 2 des 13 projets : (1) mobilité et applications de transport et (2) solutions de stockage d'hydrogène à bord. Tomark est actif dans le domaine de l'usinage des matériaux, ainsi que dans la fabrication de structures et de composants soudés. Ses produits sont utilisés dans l'industrie automobile et aéronautique. La division Tomark Aero souhaite produire des avions légers à hydrogène.

Côté estonien, le PIIEC permet une aide d'État de 18 M€ à l'entreprise Skeleton Technologies (supercondensateurs) pour la construction d'un centre de R&D dédié à l'hydrogène dans la mobilité et les « applications lourdes ». L'investissement total s'élève à 34 M€.

Le défi de la sortie du gaz russe

Fin de la redevance allemande sur la neutralité du stockage de gaz

La Slovaquie, la République tchèque, la Hongrie ainsi que l'Autriche ont critiqué lors du Conseil des ministres de l'énergie du 30 mai 2024 la décision de l'Allemagne d'introduire à l'automne 2022 une taxe sur la neutralité du stockage du gaz (*Gasspeicherumlage*). Pour mémoire, cette taxe a vocation à compenser l'achat d'importants volumes de gaz par l'Allemagne en 2022 lorsque les prix étaient au plus haut. Elle doit augmenter au 1^{er} juillet 2024 (1,86 € / MWh sur le gaz exporté). Les États ont avancé que cette mesure menace leurs efforts de s'affranchir du gaz russe car elle renchérit les achats à partir de l'Allemagne.

Cette taxe prendra fin au 1^{er} janvier 2025, une décision allemande saluée par le ministre tchèque de l'Industrie et du Commerce. Ce dernier a par ailleurs proposé la création d'un groupe de travail ministériel afin de limiter les importations de matières premières énergétiques en provenance de Russie.

La sortie incertaine du gaz russe en Slovaquie

Depuis le début de la guerre en Ukraine, les routes d'approvisionnement en gaz de la Slovaquie ont évolué. Pour mémoire, la Slovaquie importe 2 Mds m³ de gaz par mois, et en réexporte la plus grande partie compte tenu d'une consommation domestique annuelle de 5 Mds m³. Avec la baisse des importations depuis l'Ukraine, la Slovaquie a utilisé en 2022 et 2023 les gazoducs venant de Tchéquie et Hongrie. Selon l'Institut analytique du gouvernement, la Slovaquie a importé, en 2022, 31 % de son gaz depuis la Tchéquie (consommation domestique et réexportations, soit 7,3 Mds m³), les 69 % restant provenant d'Ukraine. En 2023, la part de l'Ukraine a toutefois réaugmenté jusqu'à 89 % (soit 12,6 Mds m³) tandis que la part tchèque est tombée à 6 % (soit 0,86 Mds m³), les 5 % restants provenant de Hongrie. Depuis le début de l'année, les importations depuis la Hongrie ont atteint 1,5 Mds m³, un volume déjà bien supérieur au 0,6 Md m³ de toute l'année dernière. En avril, la part hongroise a approché 15 %, elle devrait encore croître.

Selon SPP, principale société gazière en Slovaquie, s'affranchir du gaz en provenance de Gazprom devrait renchérir les achats slovaques de 140 M€. Cette différence vient principalement des différents paiements pour le transit, dont le montant total devrait augmenter d'après les estimations de SPP. Dans le même temps, l'arrêt de la livraison du gaz russe devrait provoquer l'augmentation du prix du gaz sur les marchés de gros au plan régional.

Sécurisation des interconnecteurs gaziers

Suite aux recommandations du Conseil de régulation de l'énergie de l'État (NERC), **Amber Grid procède au remplacement de pièces non certifiées du gazoduc GIPL – Gazoduc Interconnexion Pologne et Lituanie** – visant ainsi à garantir la sécurité nationale et la conformité technique. Mis en service depuis deux ans, le pipeline GIPL a déjà transféré une quantité significative de gaz, atteignant 16,7 TWh, soit près de 11 % de la consommation de gaz de la Lituanie en 2023.

Vers un « bouclier Est » en Pologne

Fin mai, les autorités polonaises ont rendu publics les principes d'établissement d'un « bouclier est ». La Pologne envisage de réaliser des investissements conséquents dans les secteurs militaires, aéroportuaires, infrastructurels entre 2024 et 2028 pour sécuriser son territoire. 700km de frontières, dont 400 km avec la Biélorussie et plus de 200 km avec la Russie, feront l'objet de renforcements : fortifications, digues, barbelés, système de surveillance de l'espace aérien. Le bouclier vise à protéger la population, entraver les mouvements d'armées ennemies et faciliter les mouvements de l'armée polonaise. Le cout des investissements est estimé à 2,3 Mds€ (financements UE et PL).

Autres faits saillants

POLOGNE

Le 25 mai, Szymon Hołownia, chef du parti Pologne 2050 et président de l'Assemblée nationale, a présenté la stratégie de son parti pour le développement et la prospérité durable du pays. Celle-ci s'appuie sur 3 piliers : une Pologne « multicentrique » (s'appuyant sur ses 7 métropoles et centres régionaux), une économie verte et innovante, et une transformation des transports, en particulier sous l'angle ferroviaire et du pôle multimodal central (CPK). « Ces axes de développement guideront également nos objectifs au sein de l'UE » a déclaré S. Hołownia. Il a souligné que la préparation de cette stratégie incombait à l'ensemble de la coalition et que Pologne 2050 convaincrat ses partenaires de s'y atteler. En revanche, il ne soutiendra pas le prêt à 0 % « Na start » pour l'achat d'un premier logement, sur lequel le gouvernement travaille actuellement. Pologne 2050 votera en faveur du soutien au logement social. Il est pour la révision de la directive ETS2, considérant que sa mise en œuvre devrait être reportée.

Le 4 juin, le président Andrzej Duda a signé la **modification de la loi sur les départements de l'administration publique**. Cet amendement renforce la position du Ministère de l'Industrie. La loi transfère du ministre du Climat au ministre de l'Industrie la supervision des réglementations relatives au nucléaire, au gaz et au pétrole. À cette fin, le département administratif « gestion des gisements minéraux », supervisé par le Ministère de l'Industrie depuis sa création en décembre 2023, sera rebaptisé « gestion des ressources énergétiques ». L'hydrogène vert et les biocarburants, qui devaient initialement être pris en charge par le Ministère de l'Industrie, resteront au Ministère du Climat. Dans le même temps, les questions relatives à l'énergie dispersée et à l'énergie des prosommateurs seront transférées du Ministère de l'Economie (MRiT) au Ministère du Climat. La loi introduit également un certain nombre d'autres changements, par exemple le **transfert du pilotage du projet CPK** du Ministère des Fonds et de la Politique régionale au Ministère du Transport. La plupart des dispositions de la loi entrent en vigueur début juillet.

Nominations

Mi-mai, Krzysztof Paszyk a été nommé ministre du Développement et des Technologies (i.e. de l'Economie) et Jakub Jaworowski a été nommé ministre des Actifs publics (i.e. Participations de l'Etat).

Le 6 mai, Piotr Listwoń a été nommé président de la Bourse polonaise de l'électricité (TGE) par le conseil de surveillance.

Énergie

Le 15 mai, les sociétés de distribution ont signé des accords de subvention avec le Ministère du Climat pour le développement de l'infrastructure électrique dans l'est de la Pologne. La valeur des subventions dépasse 145 M PLN (34 M€), et la valeur totale des projets est de 220 M PLN (51 M€). Les subventions proviennent du programme des Fonds européens pour la Pologne orientale 2021-2027.

Le président de l'Office de régulation de l'énergie (URE) a publié un [rapport](#) résumant ses activités en 2023. Le document contient une analyse de la situation en 2023 sur les différents marchés, notamment ceux de l'électricité et du gaz.

Après son entrée en vigueur, la **modification de la loi sur les principes de la politique de développement, adoptée par la Diète le 15 mai, servira de base à la mise en œuvre du Fonds social pour le climat (FSC)**. Le FSC est un nouvel outil financier de l'UE destiné à soutenir les Etats membres dans leur transition énergétique. Il aidera les plus vulnérables face à la pauvreté énergétique dont certains ménages, petites entreprises et usagers des transports.

Selon les données des Réseaux électriques polonais (PSE), en avril, les EnR représentaient 31,3 % de la production d'électricité du pays, soit une augmentation de 7,5 pp. par rapport à 2023. C'est le 3^{ème} meilleur taux jamais mesuré. Le charbon reste sur une tendance à la baisse : sa part est à un niveau historiquement bas : environ 40 % pour la houille et 20 % pour le lignite. La part du gaz dans le mix a été la plus faible depuis octobre 2023 : 8,4 %.

Fin mai, à Lidzbark Warmiński, sur un site appartenant à Veolia Pólnoc, **une centrale de chauffage urbain utilisant 100 % d'énergie renouvelable** a été inaugurée. La centrale a été développée dans le cadre d'un programme du Centre national pour la recherche et le développement (NCBiR), financée par des fonds européens au titre du Programme développement intelligent (POIR). La ministre du Climat et de l'Environnement, Paulina Hennig-Kloska, et la vice-ministre, Urszula Zielińska, ont assisté à l'inauguration.

- charbon

Le Ministère des Actifs publics a mis en place un Groupe de travail chargée de la séparation des actifs charbonniers des compagnies d'électricité du Trésor public.

- hydrogène

Le Ministère du Climat et de l'Environnement a préparé un projet d'amendement à la loi sur l'énergie visant à créer un cadre réglementaire pour le fonctionnement du marché de l'hydrogène (H₂). L'amendement prévoit la création du socle pour le développement et le fonctionnement du marché H₂ en Pologne. Il s'agit également de créer des règles pour la certification et la désignation des opérateurs H₂, de réglementer l'octroi de licences pour les activités de stockage, de définir les règles pour le fonctionnement des systèmes H₂. L'amendement prévoit des mécanismes de soutien aux activités de R&D pour les projets ainsi que des simplifications pour les investisseurs. **Ce cadre législatif est un des jalons du PNRR.**

Environnement

Un projet de loi sur le contrôle sociétal des forêts a été soumis au bureau du Premier ministre. Le document envisage d'augmenter le rôle des organisations civiles dans la gestion des forêts. La loi introduira la possibilité pour les organisations civiles de contester les plans de gestion forestière devant les tribunaux administratifs. Actuellement, la consultation des organisations civiles sur les plans de gestion forestière n'est pas obligatoire. Le projet constitue une réponse à [l'arrêt de la CJUE du 2 mars 2023](#) concernant le manquement de la Pologne à la directive 92/43/CEE – Conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages.

- émissions CO₂

Selon les données du Centre national de l'équilibrage et de la gestion des émissions (KOBiZE), **en 2023, les émissions totales de CO₂ en Pologne couvertes par le SCEQE s'élevaient à près de 153,9 Mt (y compris le secteur de l'aviation), ce qui constitue une baisse de près de 16,7 % par rapport aux émissions 2022.** Les baisses d'émissions les plus importantes ont été enregistrées dans l'industrie de la céramique (- 28 %) et de la chaux (- 25 %). Une réduction importante a été notée dans le secteur de l'énergie : centrales électriques et chauffage urbain (respectivement -23 % et - 6 %), l'industrie du ciment (-14 %) et l'industrie du fer et de l'acier (-14 %).

- déchets

Conformément à la récente modification de projet d'amendement à la loi sur les déchets, qui auparavant prévoyait l'obligation de tri sélectif « 6 flux » à la source des déchets de construction et de démolition à partir du 1^{er} janvier 2025, les déchets de chantier pourront alternativement être transmis à une entité qualifiée qui se chargera de leur tri.

- adaptation au changement climatique

Un projet d'amendement à la loi sur la protection de l'environnement et plusieurs autres lois, préparé par le Ministère du Climat et de l'Environnement, prévoit l'obligation de préparation de plans urbains d'adaptation au changement climatique pour les villes de plus de 20 000 hab. Les plans doivent être, en outre, accompagnés d'une stratégie de verdissement, de gestion des eaux pluviales et des eaux de fonte. Les aspects climatiques et environnementaux devront être pris en compte dans l'élaboration des documents d'aménagement urbain.

- qualité de l'air

Le 15 mai, le Ministère du Climat et de l'Environnement et le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) ont présenté des changements dans le programme « Air Pur », selon lesquels les bénéficiaires du programme pourraient acheter uniquement des appareils répondant aux paramètres techniques appropriés.

À partir du 14 juin 2024, les pompes à chaleur installées dans le cadre du programme « Air pur » ne constituent un coût éligible que si leurs paramètres techniques sont confirmés par leur inscription sur la liste des appareils et matériaux verts (ZUM). La liste ZUM ne comprendra finalement que les appareils pour lesquels les tests fournis par un laboratoire accrédité situé dans un pays de l'UE ou de l'AELE confirment leurs paramètres techniques.

Transport

Le Centre des projets de transport européens (CUPT) a annoncé un appel à propositions dans le cadre du PNRR : - Composante E, Investissement : E2.1.3. L'objectif du concours est de sélectionner les projets impliquant le transport intermodal - des terminaux routiers et ferroviaires situés sur le réseau transeuropéen de transport RTE-T et l'achat de 200 unités de matériel roulant pour le transport intermodal. Le montant total disponible s'élève à près de 782 M PLN (182 M€).

- ferroviaire

Face à une situation de manque d'activité, la direction de PKP Cargo (opérateur ferroviaire de fret) envisage de mettre ses employés en « arrêt de travail », c'est-à-dire en chômage technique. Cette solution pourrait concerner jusqu'à 30 % des effectifs. C'est la conséquence d'une perte s'élevant à plusieurs millions de zlotys. On estime que PKP Cargo enregistrera une perte nette de 118 M PLN (27 M€) au T1 2024 contre un bénéfice de 104 M PLN au T1 2023 (24 M€).

Le Ministère de l'Infrastructure a commencé à travailler sur l'introduction d'un billet unique à l'échelle nationale. Le nouveau système doit inclure différentes formes de billets. Piotr Malepszak, vice-ministre de l'Infrastructure, a indiqué qu'il s'agirait entre autres de billets uniques achetés indépendamment du transporteur et de l'heure de départ (avec la possibilité de choisir l'option retour) et de billets dits d'abonnement (billets mensuels indépendamment de l'opérateur et billets couvrant tous les transporteurs ferroviaires régionaux avec l'option de transport urbain). Selon le vice-ministre, le billet intégré pourrait être mis en place vers 2027.

Le 16 mai, Alan Beroud, PDG de PKP S.A. s'est entretenu avec Alberto Mazzola, directeur exécutif de la Communauté européenne du rail (CER). Ce dernier a présenté les grandes lignes de la politique des transports actuelle et future ainsi que les plans d'activité de l'organisation. **Lors de la rencontre a été aussi abordé le sujet de la future coopération entre PKP S.A. et le CER dans le cadre de la présidence polonaise du Conseil de l'UE (S1 2025) et le sujet de la future composition du conseil d'administration de la CER.** Le directeur Mazzola a proposé au PDG de PKP S.A. d'être vice-président de l'organisation.

- CPK

Une lettre adressée au Premier ministre Donald Tusk, qui comprend **un appel pour la poursuite du projet CPK**, a été rédigée par le Conseil des entrepreneurs polonais mondiaux, qui regroupe 19 des plus grandes entreprises polonaises opérant sur les marchés étrangers. Elles estiment que ce projet pourrait constituer un « grand volant d'inertie pour l'économie polonaise ».

L'association « Oui à CPK » (<https://takdlacpk.org/>), constatant que l'opinion publique et un nombre croissant d'hommes politiques de l'actuelle coalition gouvernementale changent d'avis sur la construction de l'aéroport, a élaboré un projet de loi visant à obliger les pouvoirs publics à construire un nouvel aéroport. L'une des dispositions du projet de loi interdit les investissements sur l'aéroport Chopin qui ne seront pas rentabilisés au moment de l'ouverture du nouvel aéroport.

HONGRIE

Énergie

Selon le ministre de l'Economie nationale Marton Nagy, **le gouvernement proposera la mise en place de programmes de subventions européennes destinées à soutenir les ventes de véhicules électriques.** D'après le ministère, de telles mesures pourraient permettre de renforcer l'industrie automobile européenne, ce qui servirait les intérêts de l'Union. Ce sujet sera abordé lors de la présidence hongroise du Conseil de l'UE (S2 2024).

La société MVM va prochainement finaliser l'incorporation d'E.ON Áramszolgáltató. Une fois la fusion réalisée, **MVM sera alors l'unique entreprise responsable de la fourniture de gaz et d'électricité, dans le cadre du service national universel.**

- électricité

Forest-Vill Kft. va construire pour MAVIR, gestionnaire du réseau électrique, une installation de stockage d'électricité de 20 MW à Szolnok : ce sera la plus grande de Hongrie lors de son entrée en service début 2025. L'investissement est notamment justifié par la montée en puissance des énergies renouvelables intermittentes et la nécessité de stocker de l'électricité afin d'équilibrer le réseau. A terme, ce projet pourrait être multiplié par 8. Actuellement, la plus grande installation de ce type est située à Százhalombatta, avec une capacité de 7,7 MW.

- gaz

Selon le Ministère de l'Energie, les stocks de gaz étaient remplis à 75 % le 30 mai. Les stocks n'ont jamais été aussi élevés à cette date au cours des dix dernières années. Près de 5 Mds m³ de gaz sont actuellement disponibles.

MVM a acquis une participation de 5 % dans l'accord de production conjointe du champ gazier de Shah Deniz en Azerbaïdjan. Parallèlement, l'entreprise a acquis 4 % des parts de l'entité ad hoc chargée du marketing et de la vente du gaz de Shah Deniz.

Deux importants contrats ont été signés dans le cadre du Vertical Gas Corridor. Ce projet, porté par les opérateurs des réseaux de gaz de Bulgarie, Grèce, Hongrie, Moldavie, Roumanie, Slovaquie et Ukraine, **visé à augmenter les capacités de transit du gaz depuis la Grèce vers les pays d'Europe centrale et orientale.** Les deux premiers contrats signés visent à augmenter les capacités entre la Grèce et la Bulgarie, et entre la Bulgarie et la Roumanie.

- énergie nucléaire

La Hongrie et le Japon ont signé un accord de coopération dans le domaine nucléaire. Il est notamment prévu que les deux pays travaillent ensemble sur le développement de SMR, ainsi que sur l'extension de la durée de vie de leurs centrales.

Lors d'une visite à Minsk, Péter Szijjártó a annoncé que la Biélorussie allait prendre part au projet Paks II. Le périmètre précis de la coopération n'a toutefois pas été précisé.

- énergies renouvelables

Le gouvernement a accordé 45,3 Mds HUF (115 M€) de subventions à 11 800 ménages pour financer l'installation de panneaux solaires et de batteries électriques. Le programme dispose d'un programme total de 75 Mds HUF (190 M€) et chaque ménage peut recevoir jusqu'à 5 M HUF (12 600€) de subventions.

Le secrétaire d'Etat Attila Steiner s'est rendu en Islande et a visité des installations géothermiques. Il a indiqué que **la promotion de la géothermie est à l'agenda de la présidence hongroise du Conseil de l'UE.**

MVM a acquis 4 centrales photovoltaïques via sa filiale MVM Zöld Generáció, dédiée aux énergies renouvelables. Une fois finalisées, ces acquisitions porteront la puissance installée verte du groupe à près de 900 MW, contre 650 MW actuellement.

Le groupe Mészáros, détenu par un ami d'enfance de Viktor Orban, a lancé une unité de production d'hydrogène vert à Bükkábrány. L'hydrogène est produit à partir de l'excédent d'électricité issu d'une centrale photovoltaïque.

GoldenPeaks Capital construit deux centrales photovoltaïques dans le nord-ouest de la Hongrie. La capacité totale sera de 65 MW et l'électricité produite sera vendue sous la forme de contrats d'achat de long terme.

Environnement

Selon plusieurs sources, MOHU, filiale de MOL ayant le monopole de la gestion des déchets ménagers, collecte moins de déchets que les précédents gestionnaires. En revanche, MOHU a dégagé d'importants bénéfices. Le profit avant taxes s'est ainsi établi à 13 Mds HUF (30 M€).

Selon plusieurs professionnels du secteur, d'importants problèmes ont été relevés dans la collecte du verre et des déchets plastiques.

Le printemps 2024 a été le plus chaud depuis 1901. La température moyenne a été de 13,4°C soit 2,3°C de plus que la moyenne entre 1991 et 2020.

Infrastructures

- ferroviaires

Le ministre de la Construction et des Transports, János Lazar, a annoncé que dans le cadre de la ligne V0, qui contournera la capitale et servira au transport de fret, un pont sera créé au nord de Dunaujvaros. **La ligne V0 sera construite en coopération avec la Chine**, comme le prévoit l'accord signé lors de la visite de Xi Jinping à Budapest.

Transport

- ferroviaire

La Commission européenne estime que la Hongrie n'a pas tout à fait transposé dans sa législation certains dispositions qui touchent à la zone ferroviaire européenne intégrée. Il est reproché de **ne pas suffisamment permettre la mise en place de tests de soutenabilité financière et de ne pas disposer d'un gestionnaire des infrastructures ferroviaires indépendant** et capable de nouer des accords formels de partenariat avec les acteurs du secteur. Enfin, les règles hongroises en matière de coopération entre l'autorité de régulation et ses homologues étrangers sont jugées insatisfaisantes.

Selon la presse espagnole, *Magyar Vagon Group* n'est plus le seul repreneur potentiel de Talgo. En effet, *Škoda Transportation Group* et le groupe financier espagnol *CriteriaCaixa* ont également fait une offre. Le gouvernement espagnol avait précédemment indiqué vouloir privilégier un autre acheteur que *Magyar Vagon Group*.

La MAV a décidé de louer 15 locomotives diesel d'occasion afin de faire face à l'augmentation de la demande pour les transports ferroviaires. Ces locomotives ont été construites par l'entreprise allemande Henschel dans les années 1980, mais demeurent en très bon état selon la MAV. Plusieurs associations ont commenté la nouvelle en indiquant que ce choix ne semblait pas optimal car ces locomotives ne sont pas adaptées pour rouler sur les lignes secondaires et sont trop puissantes pour les besoins de la MAV. Selon le *Hungarian Transport Club*, cette décision apparaît peu opportune car la Hongrie manque de wagons de voyageurs à tracter et il aurait été plus judicieux de se procurer des rames automotrices.

- aérien

Le rachat de l'aéroport de Budapest par l'Etat hongrois et Vinci est enfin finalisé après des années de négociations. L'Etat détient désormais 80% des parts de Budapest Airport Zrt., rachetées pour un montant global d'environ 3 Mds€. Il s'agit de la plus grande transaction économique depuis le changement de régime en 1990. Des discussions pourraient aussi être engagées afin que le fonds d'investissement souverain du Qatar entre au capital de l'aéroport. L'Etat hongrois pourrait, à terme, réduire sa participation à hauteur de 51 %. Outre la mobilisation de différents fonds pour collecter les sommes nécessaires au rachat, l'Etat hongrois s'est également séparé de plusieurs actifs considérés comme non stratégiques afin de financer l'opération.

MOL a complété un investissement de 1,2 Md HUF (3 M€) destiné à la modernisation du stockage stratégique de kérosène, situé à Kecskemét. Le site compte pour 85 % des réserves hongroises de kérosène et dispose d'une capacité de 12 000 tonnes.

- urbain

La BKK a reçu le premier des 51 trams commandés à l'entreprise espagnole CAF. L'aménagement des voitures va être réalisé par la BKK, sous la supervision de CAF. Les autres trams commandés seront reçus de façon progressive : le dernier devrait être livré au cours de l'été 2026. La BKK souhaiterait passer une nouvelle commande de 110 trams d'ici à 2030.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Énergie

- hydrogène

L'interconnexion d'hydrogène tchéco-allemande (CGHI) a été incluse dans la première liste des projets d'intérêt commun (PIC) et mutuel (PMI) de l'UE. Cette liste, approuvée par le Parlement européen et le Conseil de l'UE, soutient les objectifs énergétiques et climatiques de l'UE. Le statut PCI et PMI offre des procédures d'autorisation accélérées et un potentiel de financement du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE).

Plus d'informations : communiqué de [NET4GAS](#) ; communiqué du [l'interconnexion d'hydrogène tchéco-allemande \(CGHI\)](#).

- énergies renouvelables

Une [conférence dédiée à l'avenir de l'énergie solaire et de son stockage](#) a été organisée les 28 et 29 mai à Prague. Les discussions ont porté sur la loi relative à l'agrivoltaïsme, la Lex RES 3, l'intégration de cette activité, et ont permis de souligner l'importance de la législation sur l'accumulation, de l'agrégation et de la flexibilité, de la sécurité des installations et de l'intégration au réseau.

Veolia a commencé l'installation de 16 centrales photovoltaïques dans les réseaux d'adduction d'eau de Prague avec une capacité totale prévue de **2,2 MW** en 2024. **74 installations** supplémentaires seront installées d'ici 2030. Plus d'informations : article de [Ekonomický deník](#).

- efficacité énergétique

Le 30 mai, le ministère de l'environnement a modifié son programme « **New Green Savings** » pour renforcer, dès juin, le soutien aux travaux d'isolation des habitations des ménages à faibles revenus. La nouvelle subvention peut désormais atteindre **250 k CZK** (~10 k€), contre 150 k CZK (6 k€) auparavant. Concernant le soutien au chauffage solaire de l'eau, le plafond des deux subventions pour l'installation de panneaux photovoltaïque a été baissé, à 50 k CZK (2 k€), et 70 k CZK (2,8 k€), selon le type de chauffe-eau, afin de tenir compte des évolutions technologiques et de la baisse des prix des panneaux solaires.

Le programme « **Repair Grandma's House** » a été révisé pour permettre aux propriétaires d'un second bien immobilier de bénéficier d'une subvention allant **jusqu'à 1 M de CZK (~40 k€)** pour la rénovation complète d'une résidence familiale ancienne.

Plus d'informations : communiqué du [ministère de l'Environnement](#).

- gaz

En 2023, **Gas Storage CZ**, qui exploite les installations de stockage de gaz, a triplé son bénéfice d'exploitation (1,397 Mds CZK / 56 M€), et a enregistré un **bénéfice net de 2,6 Mds CZK** soit 100 M€, du fait d'une hausse ponctuelle de la valeur comptable de ses actifs. Le chiffre d'affaires de la société a augmenté de 792 M CZK (32 M€) pour atteindre 2,47 Mds CZK (99 M€). Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Jozef Síkela, a salué les résultats de l'entreprise désormais détenue par l'État via ČEPS, l'opérateur du réseau électrique tchèque.

Plus d'informations : article de [OENERGETICE.CZ](#).

- biogaz

Le soutien public à l'exploitation des 600 installations de **biogaz actuellement présentes** en Tchéquie va progressivement prendre fin à partir de 2025 avec une **cessation complète d'ici 2033**. Un nouvel accompagnement est proposé pour **convertir ces installations en usines de biométhane**. La Tchéquie ambitionne d'en produire **500 M m³ par an d'ici 2030**, nécessitant de convertir **330 installations**. Les propriétaires pourront bénéficier de subventions et utiliser leurs unités de cogénération pour des services d'équilibrage de puissance.

Plus d'informations : article de [OENERGETICE.CZ](#).

- charbon

La société **Severní energetická** suspend l'extraction de lignite dans la mine à ciel ouvert ČSA, localisée dans la région de Most, et va procéder au **licenciement d'environ 500 salariés**. La fermeture définitive de la mine, prévue initialement entre 2024 et 2026, devrait être effective dans les prochains mois et découle du déclin progressif de l'activité minière depuis 2015.

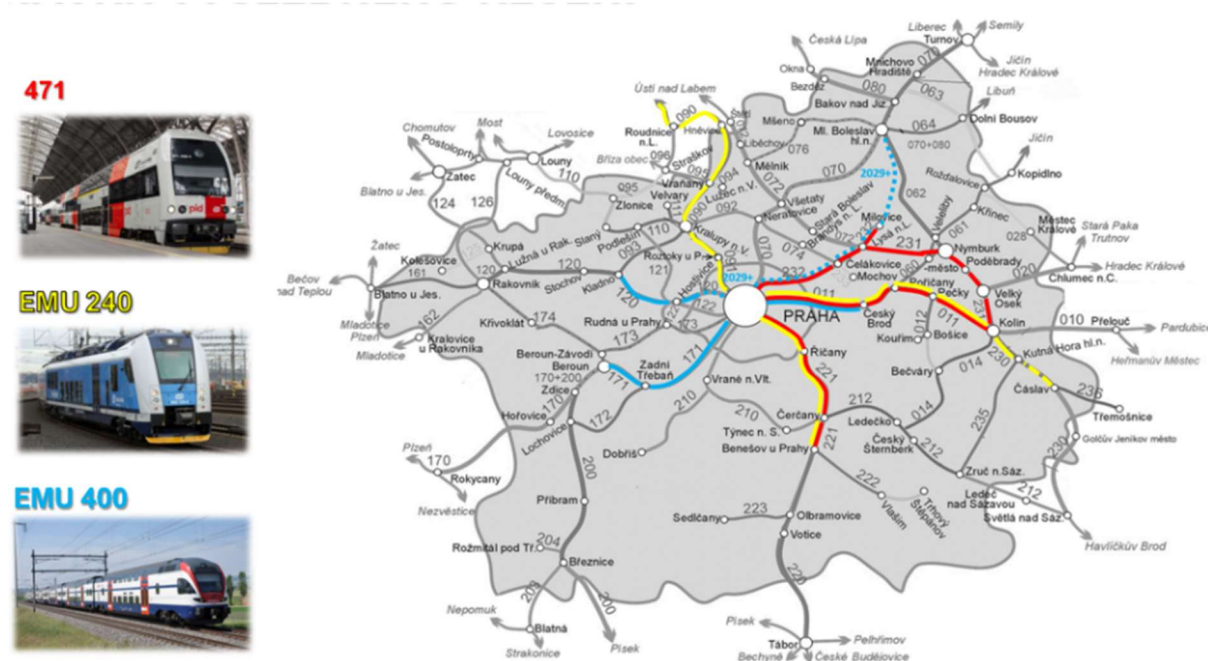
Plus d'informations : communiqué de [Severní energetická](#).

Veolia Energie ČR investit **20 Mds CZK** (~800 M€) dans la transition de ses centrales thermiques. À Kolín, la centrale a déjà cessé de brûler du charbon, pour le remplacer par de la biomasse et du gaz naturel. Des projets similaires sont en préparation dans les centrales situées à Olomouc, Karviná et Ostrava-Třebovice. Plus d'informations : article de [Ekonomický deník](#).

Transports et infrastructures

- ferroviaire

Ouverture à la concurrence du marché ferroviaire : la région de Bohême centrale et la ville de Prague lanceront conjointement, d'ici fin 2024, un appel d'offres pour un contrat d'une durée de 30 ans (2029-2059) relatif aux services régionaux de transport de passagers. L'opérateur sélectionné devra assurer au total 54 trains électriques (EMU 400) pouvant accueillir jusqu'à 400 passagers chacun. L'investissement est estimé à 21,6 Mds CZK (~870 M€). Les deux régions prévoient également un autre appel d'offres pour l'exploitation pendant 15 ans (2029-2044) d'autres lignes régionales avec 54 trains électriques City Elefant 471 et EMU 240.



Le ministère des Transports a lancé un appel d'offres pour l'exploitation pendant six ans (2025 - 2031) de 4 lignes longue distance express et rapides, dites d'intérêt national, reliant Prague à České Budějovice-Summerau (Ex 7), Brno à Jihlava-České Budějovice (R11), Prague à České Budějovice (R17) et České Budějovice à Plzeň (R 31). Il s'agira d'un contrat « netto » d'une valeur estimée à 6 Mds CZK (240 M€) ; le risque lié aux revenus sera porté par le transporteur.

L'opérateur ferroviaire national **České dráhy** a mandaté les banques **Česká spořitelna**, **Komerční banka** (SG - Société Générale) et **Unicredit Bank** pour placer une émission obligataire senior non garantie d'une maturité de 5 ans et d'un volume prévu de plus de 5 Mds CZK (200 M€). L'objectif est de financer les investissements prévus pour le renouvellement de son parc. L'opérateur prévoit d'investir en 2024 près de 20 Mds CZK (800 M€) dans de nouveaux trains et plus de 160 Mds CZK (6,5 Mds€) au cours des 10 prochaines années.

Le fabricant tchèque de transport multimodal **Škoda Group** a acquis 100 % des actions de l'équipementier de composants électriques français **Cegelec** (**Vinci Energies**). La société

d'ingénierie qui produit des composants électriques pour les tramways, les trolleybus, le métro et le matériel roulant de banlieue a été rebaptisée *Electric Components*.

L'opérateur ferroviaire privé *RegioJet* a renoncé à acheter au fabricant polonais *Pesa* de nouveaux trains destinés à être exploités dans la région d'Ústí nad Labem. Pour la première fois de son histoire, l'opérateur a conclu un accord avec le groupe *Škoda* pour la fourniture de 23 nouvelles unités électriques (15 à deux voitures chacun et 8 à 3 voitures) d'ici fin 2026. Le contrat s'élève à 3,5 Mds CZK (138 M€).

La collision du train de l'opérateur privé *RegioJet* à destination de Tchap en Ukraine avec un convoi de marchandises transportant du carbure de calcium, a mis en évidence la problématique de sécurité liée au passage du précédent système de gestion de la signalétique au nouveau système de sécurité et de contrôle ETCS, dont le lancement est prévu à l'automne 2024. Cet accident survenu le 5 juin 2024 près de la gare de Pardubice a causé 4 morts et près de 30 blessés ainsi que l'arrêt de la circulation sur le principal corridor reliant Prague à Brno et Ostrava (2^{ème} et 3^{ème} ville du pays). A la suite de la rénovation de la gare de Pardubice, l'ancien système national de sécurité n'a pas été réinstallé, ne laissant aucune mesure de sécurité pour prévenir les erreurs des conducteurs, à l'exception de la signalétique visuelle. Cet accident a mis en lumière le manque de capacités ferroviaires de contournement en cas d'accident, dont les dégâts sont estimés à 4,5 M€. *RegioJet* a également identifié un défaut de construction des wagons autrichiens (type Bcm de *Jenbacher Werke*) facilitant la rupture de la « carrosserie ». Ce défaut, déjà constaté lors de précédents accidents survenus en Autriche, va conduire le transporteur à déposer une motion « safety alert » auprès de l'agence européenne du ferroviaire (ERA) recommandant l'abandon complet de ce type de wagons.

- routier

Projet PPP D35 : le ministre des Transports, Martin Kupka, a annoncé un retard d'une année dans le déroulement du 2^{ème} projet PPP routier portant sur 35 km de l'autoroute D35. Ce décalage du calendrier fait suite au non-respect des délais prévus par l'appel d'offre relatif au choix du conseiller en transaction qui sera chargé de la réalisation du cahier des charges du projet PPP. Le lancement des travaux sur ce tronçon devrait être reporté de 2025 à 2026.

- urbain

Le Conseil municipal de Prague a conclu un accord d'une valeur de 133 M CZK (5,4 M€) avec la société *JCDecaux* pour lui racheter 426 abribus démantelés et 160 dispositifs publicitaires qui seront ensuite rénovés pour répondre au nouveau design du mobilier de la ville. *JCDecaux* exploitait le mobilier urbain depuis les années 1990. A l'expiration du contrat en juin 2021, la ville a décidé de substituer aux équipements de *JCDecaux* ceux que la ville de Prague avait l'intention d'acquérir, tout en donnant la gestion de la publicité apposée à une entreprise sélectionnée sur AO. L'appel d'offres relatif à la publicité sera lancé courant juin 2024 pour une durée de 10 ans. La valeur du contrat est estimée à 40 M€.

- aérien

La compagnie aérienne tchèque *Smartwings* a renforcé sa flotte de 11 avions supplémentaires pour la saison estivale, via un bail ACMI (avec l'équipage nécessaire, les services de maintenance et d'assurance). Avec 58 avions, soit le plus grand nombre d'avions de son histoire, l'opérateur proposera des vols directs depuis la Tchéquie vers 74 destinations.

En vue d'accélérer l'électrification de sa flotte, l'aéroport de Prague va se doter de six bus électriques pour transporter les passagers vers et depuis les avions. Le fournisseur, qui sera sélectionné dans le cadre d'une enchère électronique, fournira également les services de maintenance pour une période de huit ans. En outre, l'achat de deux bus électriques supplémentaires pour les excursions, de 12 camionnettes électriques *Mercedes*, de 15 *Fiat* 600E et de trois *Škoda* Enyaq est prévu pour compléter le parc électrique actuel de 34 véhicules.

L'aéroport de Prague a annoncé le versement de 305 M CZK (12 M€) de dividendes au titre de l'exercice 2023 à son actionnaire, le ministère des finances. Ce versement, prévu en juillet, est le premier depuis cinq ans. L'interruption était consécutive des pertes ou des bénéfices très

faibles liés aux conséquences de la pandémie. Le dividende versé correspond à 20% du bénéfice net de l'aéroport en 2023 (1,5 Md CZK, 60 M€).

Environnement

- eau

La Chambre des députés a approuvé un amendement à la législation tchèque sur la protection de l'eau, visant à renforcer la surveillance des rejets de substances nocives. Cette modification législative prévoit des **amendes jusqu'à 5 fois plus élevées pour les pollueurs** ainsi qu'une **surveillance continue des principales sources de pollution**. Un registre numérique des rejets sera créé pour identifier plus facilement leurs auteurs. *Plus d'informations : communiqué du [ministère de l'Environnement](#).*

Le ministère de l'Environnement annonce la création d'une enveloppe de 10 Mds CZK (400 M€) pour soutenir la construction de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les municipalités. La subvention aux municipalités pourra couvrir jusqu'à 60 % du coût total des projets. Les petites municipalités pourront également bénéficier d'un prêt à taux zéro pour 20 % des coûts restants. *Plus d'information : communiqué du [ministère de l'Environnement](#).*

Des récentes prises de mesure près de la mine de charbon de **Turów** ont révélé **une hausse du niveau de la nappe phréatique** en direction de la Tchéquie. Cette première augmentation significative depuis dix ans dans la région a été saluée par le ministère tchèque de l'Environnement Petr Hladik. Les mesures ont montré une élévation du niveau de la nappe dans tous les puits voisins du mur, avec une hausse observée jusqu'à **850m** à la frontière tchèque. *Plus d'informations : communiqué du [ministère de l'Environnement](#).*

SLOVAQUIE

Énergie

L'Autorité de régulation devrait prochainement proposer plusieurs modifications pour limiter la hausse des prix énergétiques à l'égard des ménages, en sollicitant une plus grande contribution des entreprises énergétiques et de l'industrie. Les entreprises concernées ont d'ores et déjà communiqué de très nombreuses objections et attendent la réponse de l'Autorité.

- électricité

Fin mai, dans le cadre du projet ACON réalisé par les sociétés de distribution slovaque ZSD et tchèque EG.D, **une nouvelle interconnexion de 22kV des réseaux entre la Slovaquie (Holic) et la Tchéquie (Hodonin) a été finalisée.** A proximité de ces deux villes, 122 sous-stations de distribution ont été construites et des dizaines de kilomètres de nouvelles lignes optiques ont été posées. Les investissements ont atteint 92 M€ du côté slovaque et 90 M€ du côté tchèque, la subvention du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) s'élevant à 91 M€.

- nucléaire

Le 18 mai, **le principal électricien du pays, Slovenske elektrarne, a réalisé le premier arrêt technique du bloc nucléaire le plus récent de Mochovce.** L'entreprise a réalisé le remplacement d'une partie du combustible nucléaire, le contrôle du réacteur et a conduit des travaux de maintenance et de sécurité sur les circuits primaires et secondaires. Selon Slovenske elektrarne, les travaux les plus importants concernent entre autres les circuits d'eau, le système de refroidissement de secours, les postes électriques de distribution, le générateur de vapeur et la principale pompe de circulation.

Nomination : Slovenske elektrarne a nommé fin mai M. Richard Davis au poste du directeur des centrales nucléaires. Il sera chargé du fonctionnement des cinq réacteurs nucléaires. Avant sa nomination, il était conseiller du directeur adjoint des centrales nucléaires, et a une longue expérience dans l'industrie nucléaire, notamment à la centrale nucléaire de Barakah aux EAU.

Mi-mai, les sociétés slovaques PPA Energo (du groupe PPA Control) et VUJE ont acquis les autorisations répondant aux critères de sécurité exigés pour le chantier de Hinkley Point C. La société VUJE devrait assurer le montage de certains capteurs et des systèmes de sécurité, PPA

Control devrait être chargé des mesurages spécifiques autour du réacteur dont la position des barres de combustible, le mesurage chimique de l'acide borique et la surveillance des vibrations.

Le 15 mai dernier, le gouvernement réuni en conseil des ministres a approuvé la résolution présentée par Mme Sakova, vice-Première ministre et ministre de l'Economie, sur le projet de construction d'une nouvelle centrale nucléaire. Le gouvernement a ainsi approuvé le projet d'une centrale d'une puissance installée de 1 200 MW sur le site de Jaslovske Bohunice à l'ouest du pays et 60 km de la capitale. Ce site abrite déjà deux blocs nucléaires en fonctionnement et trois en phase de démantèlement. D'ici au 31 octobre 2024, Mme Sakova et le ministre des Finances Ladislav Kamenicky ont pour mission de soumettre au gouvernement des informations plus détaillées concernant le calendrier du projet, les modes de financement, le processus de sélection de l'investisseur et de la technologie.

Le 13 mai, lors d'une réunion au ministère de l'Economie, **le Premier ministre Robert Fico a indiqué que cette centrale serait sous le contrôle de l'Etat.** Interrogée lors d'une autre séquence médiatique, Mme Sakova a précisé à l'instar du Premier ministre que la nouvelle centrale serait pleinement la propriété de l'Etat, par conséquent détenue à 100 % par l'Etat slovaque et sans autre partenaire privé. Elle a également rappelé que **ce projet devrait être ouvert aux seules technologies américaine, française et coréenne, mais fermé à une offre russe.** Enfin, le 15 mai, à l'issue d'un conseil des ministres délocalisé en province à Handlova, la ministre de l'Economie a confirmé son souhait de trouver une issue à la participation du groupe tchèque CEZ (49%) au sein de la société de projet slovaque JESS en charge à ce jour de ce projet, et dont l'actionnaire majoritaire est le groupe public slovaque Javys.

- chaleur

Le 21 mai 2024, le Parlement a approuvé en procédure accélérée l'amendement à la loi sur la régulation et l'énergie. Cet amendement répond à la situation survenue à l'est du pays (Humenne, 31 000 habitants) où le producteur de chaleur local, la société Chemes, suite à des litiges commerciaux et financiers, a fait faillite. L'amendement adopté autorise l'Autorité de régulation à ordonner au producteur de chaleur qui a perdu son autorisation de production de céder en échange d'un paiement son système de production à un autre détenteur d'une autorisation de production. Cette mesure devrait permettre d'assurer la continuité de la production de chaleur.

Transport

- routier

Le marché des stations-services en Slovaquie poursuit sa croissance. En effet, le **groupe polonais Orlen** continue de mener sa politique d'acquisition pour **passer de la 4^{ème} à la 2^{ème} position derrière la société Slovnaft** (groupe hongrois MOL), leader sur le marché (235 stations-services). En réaction, le groupe autrichien OMV, 2^{ème} sur le marché, a reçu le feu vert de l'Autorité de la concurrence pour l'acquisition de 26 stations-services auprès de l'acteur local Benzinol. Désormais, OMV devrait contrôler 126 stations-services contre 93 pour Orlen et 101 pour le groupe britannique Shell.

La municipalité de Pezinok (24 500 habitants, ouest du pays) **a lancé un appel d'offres pour son réseau de transport en commun en bus pour une période de dix ans** à partir du 1^{er} janvier 2025. La valeur estimée de ce marché s'élève à 10,5 M€. La date limite pour la réception des offres a été fixée au 14 juin : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/286420-2024>

Le parc industriel Valaliky Industrial Park, à proximité de Kosice, à l'est du pays, qui doit accueillir l'investissement du constructeur Volvo, a lancé fin mai les appels d'offres suivants :

- Construction des infrastructures routières, la valeur estimée de ce marché est de 185 M€ : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/291364-2024>
- Approvisionnement en eau potable et la canalisation des eaux usées, 31 M€ : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/311765-2024>
- Travaux de construction des stations de traitement de l'eau potable – reconstruction d'une station existante, 23 M€ : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/311205-2024>
- Travaux de construction de stations de traitement de l'eau potable – reconstruction d'une station existante, 37 M€ : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/310117-2024>

Le 3 juin, la Société nationale des autoroutes (NDS) a lancé un appel d'offres relatif à l'autoroute D3 au nord-ouest du pays (Oščadnica - Čadca, Bukov) à proximité de la frontière avec la Tchéquie et la Pologne. La valeur estimée de ce marché est de 306 M€. Il s'agit d'un tronçon de 5,3 km avec construction de la deuxième chaussée et la réalisation du second mono-tube du tunnel (0,6 km). La date limite de réception des offres est le 3 septembre 2024. Selon le ministère des Transports, les appels d'offres sur deux autres tronçons manquants de l'autoroute D3 devraient être lancés dans les prochains mois. Pour plus d'informations : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/325832-2024>

La société CzechToll, groupe ITIS holding de PPF Group (famille tchèque Kellner), a signé le 31 mai un 2nd contrat (services de péages ; 28,8 M€) avec la Société nationale des autoroutes, un mois après la signature du contrat sur le système informatique de péage.

- ferroviaire

La société municipale de transport de Kosice a lancé en mai l'appel d'offres pour la modernisation de neuf tramways KT8D5. La valeur estimée de ce marché est de 14,7 M€. L'appel d'offres sera clôturé le 28 juin : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/303766-2024>

La société publique chargée du transport de passagers, ZSSK, prévoit un important programme d'achat. La location de dix locomotives arrive à échéance dans trois ans et d'autres trains modernisés dans les années 1990 et 2000 sont en fin de vie technique. Avec la libéralisation des lignes ferroviaires, ZSSK veut moderniser sa flotte et acquérir 25 locomotives et 10 rames électriques pour 400 M€. Le projet est divisé en quatre phases : deux nouvelles locomotives devraient être utilisées dès l'année prochaine, huit autres locomotives en 2026, 10 locomotives et 5 rames en 2027 puis 5 locomotives et 5 rames en 2028. Les trains devront avoir une capacité de 550 sièges et rouler à 230 km/h afin d'être également utilisés sur des lignes internationales.

- aérien

Mi-mai, l'aéroport de Bratislava a ouvert deux nouvelles lignes avec la compagnie turque Pegasus Airlines. La première ligne relie Bratislava à Istanbul toute l'année, la seconde à Antalya à partir de la mi-mai.

Le 2 juin, l'aéroport de Kosice a ouvert une nouvelle ligne saisonnière à destination de Zadar en Croatie. La ligne sera opérée par la compagnie aérienne Lauda du groupe Ryanair et fonctionnera jusqu'au 29 septembre au rythme de deux fois par semaine.

Environnement

Mi-mai, le parlement a approuvé en procédure accélérée l'amendement à la loi sur la protection de la nature soumis par le vice-premier ministre et ministre de l'Environnement. Selon le ministre, l'amendement devrait améliorer l'indépendance alimentaire de la Slovaquie et réduire les charges administratives lors de la culture des terres agricoles. Dans les faits, **l'amendement simplifie l'abattage des arbres.** Le ministre a critiqué le fait que dans le passé, une telle demande d'abattage auprès des autorités pouvait parfois prendre 10 années.

Mi-mai, le parlement avec une large majorité a adopté un amendement à la loi sur la protection de la nature et à la loi sur la protection civile qui facilite l'abattage des ours bruns. Les loups et les lynx ne sont pas concernés par cet amendement. En effet, la loi sur la protection civile prévoit désormais le cas de la présence indésirable de l'ours en tant que situation à risque pour la vie des hommes, la préservation des récoltes, la vie des animaux d'élevage et la sécurisation des biens. **La déclaration d'une situation extraordinaire permettra au ministère de l'Environnement de délivrer des autorisations exceptionnelles d'abattage sans passer par une procédure administrative plus complexe.**

Fin mai, le ministère de l'Environnement a lancé le deuxième appel à projets en matière de décarbonation de l'industrie. Sont éligibles les entreprises industrielles qui relèvent du système d'échange de quotas d'émission de l'UE. **Cet appel, doté de 340 M€ dans le cadre du PNRR, vise la réduction totale des émissions des gaz à effet de serre de 1,2 Mt_{éqCO₂} soit une réduction d'au moins de 30 % par entreprise par rapport à la période de référence.** Les projets qui utilisent les combustibles fossiles solides et le gaz naturel (sauf avec une part maximale inférieure à 20 % dans la technologie proposée) ne seront pas éligibles. La date limite a été fixée au 30 juillet. Plus d'informations : <https://www.minzp.sk/poo/vyzva-c-2-dekarbonizaciu-priemyslu.html> et : <https://ispo.planobnovy.sk/app/vyzvy/578561210976219136>.

LITUANIE

Énergie

La stratégie nationale d'indépendance énergétique (NENS) actualisée de la Lituanie, adoptée le 23 mai par le gouvernement et désormais soumise au parlement, vise à atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Elle prévoit la production d'électricité équivalente à la consommation nationale d'ici 2030, principalement via l'éolien terrestre et offshore, ainsi que l'installation de centrales solaires. La capacité de stockage d'électricité devra atteindre 4 GW, complétés par 8,5 GW pour l'électrolyse de l'hydrogène.

- solaire

Un parc solaire de 100 MW a été inauguré à Molėtai, en Lituanie, le 2 mai. Développé par l'entreprise danoise Nordic Solar, ce projet, **plus grand parc de panneaux photovoltaïques en Lituanie**, devrait permettre d'assurer la consommation en électricité de 28 000 ménages. Un contrat d'achat de l'électricité a été conclu avec l'estonien Elering.

- hydrogène

L'entreprise Amber Grid, qui gère les réseaux de transport de gaz en Lituanie, a annoncé un investissement de 214 M€ sur 2024-2033 pour moderniser l'infrastructure gazière et développer des réseaux de transport d'hydrogène. Dans la stratégie pour l'indépendance énergétique approuvée par le gouvernement en mai figurent des objectifs de 1,3 GW d'électrolyse pour l'hydrogène d'ici 2030 et 8,5 GW d'ici 2050.

Côté production d'hydrogène vert à Klaipėda, toutes les évaluations d'impact environnemental sont désormais terminées et l'Agence de protection de l'environnement a approuvé la production d'hydrogène dans le port ce mois-ci. La conception du site et l'achat d'équipements sont en cours, avec une production prévue de 500 kg H₂/jour. Le projet, financé en partie par des fonds européens, coûtera environ 10M€. L'hydrogène sera produit par électrolyse avec une demande électrique de 3 MW.

Transport et infrastructure

- routier

Le 22 mai, le gouvernement a approuvé la planification de la rocade sud de Klaipėda, un projet crucial pour relier le réseau routier de la ville au port maritime et à la route nationale n° 141. Le tronçon de 6,8 km est classé comme un projet d'importance nationale, inclus dans le corridor de transport est-ouest en Lituanie. **La mise en œuvre sera probablement réalisée via un partenariat public-privé (PPP)**, avec Via Lietuva AB qui effectue actuellement des travaux préparatoires et des consultations de marché. Le projet sera évalué sur la base d'analyses financières et socio-économiques avant la décision finale d'utilisation du PPP.

- ferroviaire

Début mai, LTG Infra – société qui gère le réseau public lituanien d'infrastructures ferroviaires - a signé un contrat avec UAB Fima de 3,4 M€ **pour moderniser 9 passages prioritaires** sur le corridor ferroviaire Vilnius-Klaipėda afin de garantir la sécurité des passagers.

En mai, LTG Infra a commencé à utiliser le nouveau système GIPS pour surveiller l'état de l'infrastructure ferroviaire. Ce système doit permettre une maintenance proactive et prévisible, réduisant les coûts d'exploitation de 3 à 4 M€. Selon le chef de l'entreprise, Vytis Žalimas, le système GIPS permettra de visualiser l'état de l'infrastructure en temps réel, augmentant ainsi la fiabilité du réseau ferroviaire et évitant des pannes coûteuses. Le logiciel GIPS IRISYS, développé par ERDMAN-Softwaregesellschaft, est déjà opérationnel et continuera d'évoluer pour inclure plus de fonctions et améliorer la sécurité ferroviaire.

- cyclable

Suite à la conférence « Bicycle Lithuania » qui a eu lieu mi-mai, **100 M€ seront investis d'ici 2027 pour développer les infrastructures cyclables**, avec l'objectif d'augmenter le nombre de pistes cyclables de 3 000 à 5 000 km en 10 ans.

- aérien

Début mai, à l'initiative du ministère des Transports et des Communications, la Convention du Cap a été soumise au parlement lituanien pour ratification. Cette ratification vise à améliorer la compétitivité des entreprises du secteur sur le marché mondial. **La ratification devrait rendre l'inscription des aéronefs au registre lituanien plus sûre et attrayante, réduire les coûts de transaction, et devrait attirer davantage d'investissements.** Elle offre également des garanties internationales pour les créanciers concernant la récupération des aéronefs.

Les aéroports lituaniens ont vu leur trafic bondir de 12% au mois de mai (en nombre de passagers, par rapport à mai 2023). L'aéroport de Vilnius a transporté 467 000 passagers, celui de Kaunas 140 000, et celui de Palanga 34 000, soit un total de 641 000. **C'est un record**, et un chiffre 3% plus élevé qu'en mai 2019, avant la pandémie, ce qui confirme la reprise attendue de longue date du trafic aérien dans le pays.

LETTONIE

Énergie

L'entreprise énergétique « Gren » prévoit d'investir **200 M€** dans la construction d'une nouvelle usine de valorisation énergétique des déchets dans la région de Riga. La nouvelle usine utilisera des déchets municipaux et industriels non dangereux triés, ainsi que des résidus de bois et de la biomasse de faible qualité. La capacité thermique de l'usine, qui devrait être opérationnelle en 2029, passera de 50 à 70 MW et la capacité électrique de 15 à 20 MW. Plus d'informations : [Gren to invest EUR 200 million in the Baltic's most modern waste-to-energy plant in Acone, Latvia - Gren Energy](#)

- énergies renouvelables

Le 3 mai 2024, le fonds d'investissement « Merito Sustainable Energy Fund I » a inauguré le **plus grand parc photovoltaïque de Lettonie**. Ce parc, situé près de Daugavpils, se compose de 22 300 panneaux solaires d'une capacité totale de 13,3MW avec une production annuelle d'au moins 13 500 MWh d'énergie verte. Le coût total de l'investissement s'est élevé à 10 M€ dont 4,7 M€ financés par « Swedbank ». Le projet a été développé par l'entreprise lettone "Saules Energy". Plus d'informations : [Kalkūnes SES – Saules Energy](#)

Transport et infrastructures

- aérien

La compagnie aérienne nationale airBaltic a émis des obligations pour un montant de 340 M€ et une **échéance de 5 ans et 3 mois**. Les obligations ont été achetées principalement par une centaine d'investisseurs privés de 20 pays (85% des titres, 290 M€), l'Etat letton ayant investi 50 M€. L'émission de ces obligations permettra à airBaltic de se développer en élargissant la connectivité depuis Riga, en augmentant sa flotte et en intégrant de nouveaux marchés.

Un protocole d'intention a été signé entre EVIA-AERO GmbH, une société d'aviation basée à Brême, et les propriétaires de Sky Port Ltd (aéroport de Jūrmala), en vue de développer le premier aéroport « zéro carbone » dans les Etats baltes et d'effectuer des vols avec des avions à hydrogène et électriques à destination de Tallinn, Vilnius, Kaunas et autres villes de la région. Dans le cadre de ce projet, il est prévu de construire sur le territoire de l'aéroport de Jūrmala une centrale solaire avec un système de stockage d'énergie électrique d'une capacité totale de 50 MW, de développer la production d'hydrogène vert, ainsi que créer des stations de ravitaillement en hydrogène et de recharge électrique. Plus d'informations : [EVIA AERO - Newsroom \(evia-aero.com\)](#)

Le service économique pour les pays baltes, l'agence de développement et d'investissement de Lettonie (LIAA) et la communauté d'affaires française (CCEF, CCFL) ont organisé du 22 au 23 mai un forum d'affaires franco-balte à Riga puis Vilnius dont le programme peut être consulté ici : [Réunion Pays baltes \(digitevent.com\)](#). Les présentations faites par les intervenants à Riga concernaient Rail Baltica, l'industrie de Défense et la transition énergétique. Elles sont disponibles sur le site de LIAA : [Prezentāciju materiāli no paneldiskusijām Latvijas-Francijas Biznesa forumā | 22.05.2024 \(business.gov.lv\)](#)

ESTONIE

Énergie

Le Centre d'investissement environnemental estonien (KIK, agence gouvernementale) a signé un accord avec Beamline, Tartu Science Park, et Baltic Innovation Agency pour la création d'un accélérateur qui soutiendra le développement des start-ups dans le domaine des **technologiques vertes**. Ce programme vise également à attirer des investissements privés. Dans le secteur de l'énergie, l'accélérateur soutiendra les solutions innovantes qui améliorent l'efficacité énergétique, exploitent le potentiel des énergies renouvelables et garantissent la fiabilité des systèmes énergétiques. Dans le secteur de la construction, l'accent sera mis sur les outils respectueux de l'environnement, de la conception à la rénovation, l'économie circulaire, la planification numérique et l'e-construction afin de réduire l'impact environnemental des activités de construction et d'augmenter l'efficacité énergétique des bâtiments. **Ce projet est inscrit dans le plan de relance de l'Estonie et est financé dans le cadre de la Facilité pour la reprise et la résilience (RRF) de l'Union européenne.**

- stockage

Lors du sommet Choose France organisé à Versailles en mai 2024, **Skeleton Technologies a annoncé un investissement de 600 M€ pour l'ouverture d'un site de production de super-batteries et d'un centre de R&D dans la région Occitanie.**

- énergies renouvelables

La BERD prête 22 M€ à KC Energy pour la construction d'un des plus grands parcs de panneaux solaires d'Estonie. Le parc, d'une puissance totale de 52,5 MW, sera construit par l'entreprise estonienne KC Energy pour un coût total de 35 M€. **Ce prêt de 22 M€ est le plus grand financement de la BERD en matière de production d'électricité renouvelable dans les États baltes.** Le projet, situé à Pihlaka, au sud de Tallinn, sera réalisé en deux étapes : la construction d'une petite centrale de 7,5 MW au second semestre 2024, puis celle d'une centrale de près de 45 MW à l'été 2025. KC Energy possède et exploite actuellement près de 50 parcs solaires à travers l'Estonie, avec plus de 500 MW de parcs solaires et éoliens en phase de préparation, en plus de solutions de stockage d'énergie issue de sources renouvelables.

Environnement

Selon l'indice de performance environnementale, compilé par les universités de Yale et de Columbia, **l'Estonie a fait plus de progrès dans l'amélioration de sa performance environnementale que n'importe quel autre pays dans le monde ces dernières années.** Cet indice classe 180 pays en fonction de 58 indicateurs, regroupés en trois catégories principales qui sont **la viabilité des écosystèmes, la santé environnementale et le changement climatique.** **La réduction importante des émissions de gaz à effet de serre provenant du secteur de l'énergie a permis à l'Estonie de se hisser au premier rang du classement. Les résultats de l'Estonie sont particulièrement bons dans la catégorie « changement climatique » : l'Estonie figure parmi les cinq pays – avec la Finlande, la Grèce, le Timor oriental et le Royaume-Uni – qui ont vu leurs émissions diminuer au rythme nécessaire pour atteindre la neutralité climatique en 2050.** Plus tôt cette année, le [rapport sur la qualité de l'air dans le monde](#) de l'entreprise suisse IQAir (2023) classait **l'Estonie au deuxième rang européen, entre l'Islande et la Finlande, pour la qualité de l'air, en faisant l'un des sept pays au monde où l'air est le plus pur.** Les défis à relever restent néanmoins nombreux : fin 2022, le schiste bitumineux, un dérivé du charbon, représentait près de 55% du mix énergétique de l'Estonie. Pour plus d'informations : <https://epi.yale.edu/country/2024/EST>

Agenda

4-6 juin 2024	Conférence de l'association polonaise de l'éolien PWEA , à Swinoujscie
10-13 juin 2024	French Water Tour 2024 - Pologne et Roumanie , à Varsovie et Bucarest
17-18 juin 2024	Conférence énergie OSE , Gdansk
20-21 juin 2024	Conférence « Circular Economy in Practice » , à Ostrava
25-26 septembre 2024	Xème congrès énergétique DISE , à Wroclaw
1^{er} juillet 2024 – 31 décembre 2024	<i>Présidence hongroise du conseil de l'UE</i>
1^{er} janvier 2025 – 30 juin 2025	<i>Présidence polonaise du conseil de l'UE</i>

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallin

Abonnez-vous : noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr